

<https://www.pressegauche.org/La-commission-parlementaire-sur-la-reforme-du-mode-de-scrutin-ca-presse>



La commission parlementaire sur la réforme du mode de scrutin, ça presse !

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 8 novembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 8 nov. 2019 - Suite à la tenue de son assemblée générale extraordinaire visant l'étude du projet de loi établissant un nouveau mode de scrutin, la Coalition pour la réforme électorale maintenant ! presse le gouvernement de mettre sur pied le plus rapidement possible la commission parlementaire qui se penchera sur PL39.

En constituant cette commission rapidement, dès cet automne, les parlementaires auraient le temps d'entendre les différents intervenants, de mener l'étude détaillée du projet de loi cet hiver pour finalement l'adopter au printemps prochain. En procédant de la sorte, le gouvernement serait en mesure de mettre en oeuvre la réforme dès les élections générales de 2022, comme la CAQ s'y était engagée en signant l'entente transpartisane de mai 2018.

La Coalition rappelle au gouvernement que cela fait près de 40 ans que des analyses et des consultations sont menées et qu'un clair consensus s'est dégagé au fil du temps sur la pertinence et la nécessité de réformer notre mode de scrutin. Il est désormais temps d'agir. « De nombreuses organisations de la société civile sont prêtes à contribuer à la démarche de manière à bonifier le projet de loi 39 pour construire ensemble, au-delà des clivages politiques et des intérêts partisans, une société réellement démocratique au Québec, où chaque voix compte », a observé Sonia Éthier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

La Coalition pour la réforme électorale maintenant ! s'est donnée pour objectifs de promouvoir un vaste mouvement populaire en faveur de la réforme électorale partout au Québec, d'informer et de sensibiliser largement la population aux enjeux de la réforme électorale, d'amener le gouvernement à tenir ses promesses et de renforcer la démocratie au Québec en contribuant à la tenue d'élections au scrutin proportionnel mixte compensatoire dès 2022. Elle regroupe actuellement plus de soixante-dix organismes et réseaux issus de tous les secteurs de la société civile répartis sur l'ensemble du territoire québécois, qui représentent plus de 2,1 millions de membres actifs dans plus de 12 000 organisations.